



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES



ACCORD-CADRE PROJET N°P26-01

Fourniture et acheminement de gaz naturel et services associés au profit des points de livraison relevant du ministère des armées et situés en France métropolitaine (hors Corse) pour les années de livraison 2027 - 2030.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P)

Date et heure limite de remise des plis le : 08/09/2025 à 13h00

Textes réglementaires :

- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.
- Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Entité d'achat	Acheteur
SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE EXPERTISE ET PRODUCTION NATIONALE Sous-direction Expertise et Transition Ecologique Bureau Performance et Maitrise de l'Energie Section Approvisionnement de l'Energie 9 rue Récollets, 78 013 Versailles	Directeur de l'établissement du Service d'Infrastructure de la Défense Expertise et Production Nationale
Acheteur (renseignements administratifs)	Prescripteur (renseignements techniques)
IPMI Erwan CHERRIERE 01 39 07 66 78 erwan.cherriere@intradef.gouv.fr	IMI Lucas MAGRI 01 73 95 36 20 lucas.magri@intradef.gouv.fr
Code CPV	09123000-7 Gaz naturel
Groupe marchandise	32.01.03
Cahier des clauses administratives générales	Fournitures courantes et services
Fournitures courantes et services	
Procédure	
Appel d'offres ouvert	

SOMMAIRE

Titre 1 : DISPOSITIONS RELATIVES À L'ACCORD-CADRE.....	5
1 ACHETEUR.....	5
2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
3 DOCUMENTS CONTRACTUELS RÉGISSANT L'ACCORD-CADRE.....	5
4 DURÉE DE L'ACCORD CADRE.....	5
5 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	6
6 ALLOTISSEMENT	6
7 CONDITIONS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE	8
8 COMMUNICATION AVEC LES TITULAIRES.....	8
9 OBLIGATION DES CONTRACTANTS AU PRÉSENT ACCORD-CADRE	9
10 VARIANTES	9
11 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	9
12 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	9
12.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	9
12.2 Résiliation pour faute du titulaire de l'accord-cadre	10
13 RECOURS	10
14 SIRET, CODE NAF ET CODE APE	10
Titre 2 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	11
15 PROCESSUS DE CONSULTATION DES TITULAIRES DE L'ACCORD- CADRE.....	11
16 MODALITÉS ET CONTENU DE LA CONSULTATION.....	11
17 VARIANTES ET OPTIONS.....	11
18 MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES.....	11
19 JUGEMENT DES OFFRES ET CHOIX DU TITULAIRE.....	12
Titre 3 : DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	13
20 DOCUMENTS CONTRACTUELS RÉGISSANT LES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	13
21 CARACTÉRISTIQUES DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	13
21.1 Objet des marchés subséquents	13
21.2 Durée des marchés subséquents	13
22 OBLIGATION DES CONTRACTANTS	14
22.1 Mission de fourniture de gaz naturel et d'expédition.....	14
22.2 Dispositions relatives à l'acheminement.....	14
22.3 Services associés	15
22.3.1. Relation clientèle.....	15

22.3.2. Service d'accès à internet.....	15
22.3.3. Modalités des réunions.....	15
22.3.4. Accompagnement relatif aux prises de position.....	16
22.3.5. Informations mensuelles	16
22.3.6. Informations annuelles	16
22.3.7. Pénalités et optimisation de la capacité journalière d'acheminement (CJA) souscrite	17
22.4 Responsabilités.....	17
22.5 Évolution de la réglementation	17
22.6 Protection de la donnée	17
22.6.1. Politique de sécurité des données	17
22.6.2. Correspondant sécurité	17
22.6.3. Obligation de confidentialité	18
23 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	18
23.1 Obligations générales des parties	18
23.1.1. Correspondants de la personne publique.....	18
23.1.2. Capacité d'information.....	18
23.1.3. Modalité des notifications et informations.....	19
23.1.4. Modifications en cours d'exécution	19
23.2 Modalités techniques d'exécution	19
23.2.1. Opérations techniques de bascule.....	20
23.2.2. Évolution du périmètre du marché subséquent	20
23.2.3. Dispositions relatives à la prise en charge d'un point de livraison	20
23.2.4. Dispositions relatives au détachement d'un point de livraison	21
23.2.5. Opérations de vérification et d'admission.....	21
24 PRIX DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	21
24.1 Règles des arrondis.....	21
24.2 Composition du prix.....	21
24.3 Détermination du prix de la fourniture.....	22
24.4 Calcul de la composante CEE	22
24.5 Evolutions des tarifs d'acheminement	22
24.6 Dispositions relatives au stockage.....	23
25 CONDITIONS DE PAIEMENT	23
25.1 Avance.....	23
25.2 Modalités de facturation.....	23
25.3 Contenu de la facture.....	23
25.4 Facture unique et regroupement de points de livraison.....	24
25.5 Modalités de transmission de la facture	25
25.6 Mode de règlement.....	25
25.7 Délai de paiement et intérêts moratoires	25
25.8 Mise en œuvre du service fait présumé	26
25.9 Procédure de trop perçu en cas de recours à la procédure de service fait présumé.....	26
25.10 Réversibilité du recours au service fait présumé.....	26
26 PÉNALITÉS	26
27 ASSURANCES ET ATTESTATIONS.....	27
27.1 Assurances.....	27
27.2 Documents à produire en cours d'exécution de l'accord-cadre	28
27.3 Autorisation de fourniture de gaz aux clients non domestiques assurant des missions d'intérêt général	28
28 RÉSILIATION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT	28
28.1 Résiliation aux torts du titulaire	28
28.2 Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents	28

29	EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	28
30	DEFAILLANCE DU TITULAIRE - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	29
31	CESSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES.....	29
32	SOUS-TRAITANCE	29
33	DÉROGATIONS.....	29

TITRE 1 : DISPOSITIONS RELATIVES À L'ACCORD-CADRE

1 ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur est

ETAT – MINISTÈRE DES ARMÉES
Secrétariat général pour l'administration (SGA)
SID Expertise et Production Nationale
9 rue Récollets, 78 013 Versailles

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur du service d'infrastructure de la défense Expertise et Production Nationale, désigné dans la suite du document par « le RPA ».

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et l'acheminement de gaz naturel et services associés au profit de divers points de livraison relevant du ministère des armées et situés en France métropolitaine (hors Corse).

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS RÉGISSANT L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est régi par les documents ci-après, qui en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante, pour chaque lot :

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre, dûment complété et signé par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, et ses annexes ;
- Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, et son annexe ;
- L'offre technique du titulaire et les précisions ou mises au point formulées par le pouvoir adjudicateur lors de la notification de l'acceptation de l'offre, acceptées par le titulaire ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse technique remis par le titulaire du présent accord-cadre.
- Le (les) avenant(s) éventuel(s) dûment complété(s) et signé(s) par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'accord-cadre est établi en un (1) seul exemplaire original. Il est conservé par le SID EPN et fait seul foi en cas de contestation.

4 DURÉE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale de vingt-quatre mois (24 mois) à compter de sa date de notification.

Cette durée est renouvelable tacitement une fois pour une durée de 24 mois (vingt-quatre mois). Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision de non-reconduction jusqu'à trois mois avant la fin de l'accord-cadre. Cette décision est notifiée au titulaire de l'accord-cadre et ne donne pas lieu à indemnisation du titulaire de l'accord-cadre.

La conclusion des marchés subséquents intervient pendant la durée de validité de l'accord-cadre conformément aux articles L.2125 1° et aux articles R.2162-5 à R.2162-12 du CCP.

5 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum annuel fixé à 60 000 000 € HT soit un montant maximum de 240 000 000 € HT pour 4 ans (en appliquant les taux de taxes connues à la date de mis en consultation).

6 ALLOTISSEMENT

Les prestations objets de l'accord-cadre sont décomposées techniquement par typologie de compteurs en quatre (4) lots pour l'année de livraison 2027 uniquement.

Pour l'année de livraison 2028 et suivantes, à compter du 1^{er} janvier 2028 jusqu'au 31 décembre 2030, l'accord-cadre sera alloté techniquement en cinq (5) lots permettant la prise en charge de nouveaux points de livraison avec un tarif de distribution de type T1/T2.

La décomposition et les estimations budgétaires et de consommation sont définies dans le tableau ci-dessous.

Pour l'année de livraison 2027 :

N° du lot	Désignation
Lot 1	Points de livraison directement raccordés aux réseaux de transport
Lot 2	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T4
Lot 3	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T3
Lot 5	Points de livraison situés en zone ELD

Pour les années de livraison 2028-2030 :

N° du lot	Désignation
Lot 1	Points de livraison directement raccordés aux réseaux de transport
Lot 2	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T4
Lot 3	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T3
Lot 4	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T1-T2
Lot 5 (à compter de l'AL 2028)	Points de livraison situés en zone ELD

Pour l'année de livraison 2027 :

N° du lot	Désignation	Nombre de PDL	Quantité indicative en MWh/an	Prévision budgétaire en € HT/an
Lot 1	Points de livraison directement raccordés aux réseaux de transport	5	77 100	5 768 000
Lot 2	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T4	46	370 400	29 010 000
Lot 3	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T3	17	45 200	3 937 000
Lot 5	Points de livraison situés en zone ELD	13	40 000	3 540 000
Total estimé pour l'année 2027				42 255 000

Pour l'année de livraison 2028 :

N° du lot	Désignation	Nombre de PDL	Quantité indicative en MWh/an	Prévision budgétaire en € HT/an
Lot 1	Points de livraison directement raccordés aux réseaux de transport	5	75 500	5 688 000
Lot 2	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T4	50	397 800	31 335 000
Lot 3	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T3	59	76 000	6 817 000
Lot 4	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T1-T2	46	3000	295 000
Lot 5	Points de livraison situés en zone ELD	25	40 000	3 604 000
Total estimé pour l'année 2028				47 739 000

Pour l'année de livraison 2029 :

N° du lot	Désignation	Nombre de PDL	Quantité indicative en MWh/an	Prévision budgétaire en € HT/an
Lot 1	Points de livraison directement raccordés aux réseaux de transport	5	73 900	5 608 000
Lot 2	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T4	50	390 000	30 906 000
Lot 3	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T3	59	74 400	6 727 000
Lot 4	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T1-T2	46	2900	291 000
Lot 5	Points de livraison situés en zone ELD	25	38 300	3 552 000
Total estimé pour l'année 2029				47 084 000

Pour l'année de livraison 2030 :

N° du lot	Désignation	Nombre de PDL	Quantité indicative en MWh/an	Prévision budgétaire en € HT/an
Lot 1	Points de livraison directement raccordés aux réseaux de transport	5	72 300	5 528 000
Lot 2	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T4	50	380 900	30 477 000
Lot 3	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T3	59	72 741	6 637 000
Lot 4	Points de livraison avec un tarif de distribution de type T1-T2	46	2900	287 000
Lot 5	Points de livraison situés en zone ELD	25	37 500	3 501 000
Total estimé pour l'année 2030				46 430 000

Chaque lot a donné lieu à l'attribution d'un accord-cadre.

En cas de changement de tarification d'un point de livraison (par exemple, passage de T4 à T3) avant le lancement de la consultation relative à un marché subséquent, le point de livraison est intégré au lot correspondant à sa nouvelle tarification.

En cas de changement de tarification d'un point de livraison après le lancement de la consultation relative à un marché subséquent, le point de livraison reste intégré au périmètre de ce marché jusqu'à la fin de son exécution.

7 CONDITIONS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est multi-attributaires, il a été passé sous la forme de la procédure de l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2162-1 à R.2162-6 du code de la commande publique.

Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents exécutés par bons de commande, conformément aux articles R.2162-7 à R.2162-14 du code de la commande publique.
L'accord-cadre est multi-attributaires. Le nombre d'attributaires est limité à cinq (5).

Le titulaire de l'accord-cadre, pour chacun des lots le concernant, ne peut prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit avant le lancement de la procédure de mise en concurrence des marchés subséquents correspondants ou en l'absence de survenance du besoin.

Les titulaires de l'accord-cadre sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis dans le cadre de l'accomplissement de leurs tâches.

8 COMMUNICATION AVEC LES TITULAIRES

Tous les documents relatifs au présent accord-cadre, destinés au titulaire, lui sont adressés par voie dématérialisée sur la plateforme des achats de l'État.

Les différentes modalités de notifications au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur ou de son représentant désigné qui font courir un délai, sont détaillées à l'article 3.1 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article 3.8 du CCAG/FCS, la notification d'une décision ou communication est faite par ordre de service. Les ordres de service administratifs sont écrits, datés et signés par les personnes

désignées à l'acte d'engagement des marchés subséquents, datés et notifiés par échanges dématérialisés effectués via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) ou par tout autre moyen permettant le suivi des échanges.

En ce qui concerne les échanges dématérialisés, la date de notification d'un ordre de service ou la date de réception de la décision ou de l'information transmise au titulaire par message à son adresse électronique correspond à la date d'ouverture du message attestée par un accusé de réception dématérialisé. En l'absence de l'accusé de réception dématérialisé, la date de notification d'un ordre de service ou la date de réception de la décision ou de l'information sera celle du message électronique du titulaire attestant sa réception dématérialisée.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours, décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées dans le cadre du marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

9 OBLIGATION DES CONTRACTANTS AU PRÉSENT ACCORD-CADRE

Les titulaires de chacun des lots de l'accord-cadre s'engagent à répondre de façon régulière, acceptable et appropriée aux marchés subséquents conclus au titre de cet accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre qui ne remet pas d'offre lors de la consultation du marché subséquent lancée par le RPA encourt une pénalité forfaitaire fixée à 1 000 € HT (mille euros hors taxe).

10 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

11 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'accord-cadre ne prévoit pas spécifiquement de clause environnementale.

Toutefois, lors de la mise en consultation des marchés subséquents, l'acheteur se laisse la possibilité de recourir à l'utilisation de biogaz.

Ces stipulations font l'objet de clauses spécifiques mentionnées dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

12 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre, avant son expiration, qu'il y ait faute ou non d'un ou plusieurs titulaires, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

La résiliation de l'accord-cadre avec l'un des titulaires n'entraînera pas automatiquement sa résiliation avec les autres titulaires.

En outre, la résiliation de l'accord-cadre, qu'elle soit prononcée à l'encontre d'un titulaire déterminé ou de l'ensemble de ses titulaires, n'emporte pas résiliation automatique des marchés subséquents en cours de validité : leur titulaire devra en assurer la bonne exécution jusqu'à leur terme.

12.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée par le RPA pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, la résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité de résiliation au profit des titulaires de l'accord-cadre.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire de l'accord-cadre. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas de conséquence sur les marchés subséquents en cours d'exécution à la date de la résiliation. Si l'accord-cadre est résilié, les marchés subséquents passés antérieurement sur la base de celui-ci continuent à être régulièrement exécutés.

12.2 Résiliation pour faute du titulaire de l'accord-cadre

Après signature, et en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, sans indemnité, sans mise en demeure préalable et aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 et 41 du CCAG/FCS.

La résiliation de l'accord-cadre pour faute sans indemnité pourra intervenir notamment dans l'hypothèse où la résiliation pour faute d'un ou plusieurs marchés subséquents viendrait à être prononcée, ou bien encore dans l'hypothèse du non-respect des obligations contractuelles du présent accord-cadre ou de l'un ou l'autre des marchés subséquents.

La résiliation sera prononcée de façon expresse par le RPA, précédée d'une mise en demeure et après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de 15 jours, et pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire ayant failli à ses obligations contractuelles.

13 RECOURS

Le tribunal administratif de Versailles est seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution de ce contrat et de sa procédure de passation. Il peut faire l'objet de recours dans les délais et conditions fixés par le code de justice administrative.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe le tribunal administratif de Versailles :

Tribunal administratif de Versailles 56, avenue de Saint-Cloud 78 000 Versailles	Courriel : ta-versailles@juradm.fr . Tél : 01 39 20 54 00. Fax : 01 39 20 54 87
--	---

14 SIRET, CODE NAF ET CODE APE

Le numéro SIRET de l'acheteur public est : 130 001 902 00423.

Ce numéro SIRET est différent de celui à indiquer dans le cadre de la dématérialisation des factures, qui est le numéro SIRET de l'État : 11000201100044.

Le code APE / NAF est : 84.22Z (Défense).

TITRE 2 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

15 PROCESSUS DE CONSULTATION DES TITULAIRES DE L'ACCORD- CADRE

Lors de la survenance d'un besoin, le RPA lance une procédure de passation d'un marché subséquent par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre, pour chacun des lots, selon les dispositions des articles R.2162-7 et R.2162-9 du code de la commande publique.

Seuls les titulaires du lot de l'accord-cadre concerné sont consultés dans le cadre des mises en concurrence.

Conformément à l'article 9 du présent CCP, les titulaires de chacun des lots de l'accord-cadre s'engagent à répondre de façon régulière, acceptable et appropriée aux marchés subséquents conclus au titre de cet accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre qui ne remet pas d'offre lors de la consultation du marché subséquent lancée par l'acheteur encourt une pénalité forfaitaire fixée à 1 000 € HT (mille euros hors taxe).

16 MODALITÉS ET CONTENU DE LA CONSULTATION

Pour chaque mise en concurrence, une lettre de consultation est adressée aux titulaires de l'accord-cadre *via* la plate-forme les achats de l'État (<http://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les titulaires recevront sur la plate-forme des achats de l'État, les documents de la consultation suivants, au minimum :

- Une lettre de consultation précisant :
 - Le délai de remise des offres et/ou la date limite de remise d'offre du marché subséquent ;
 - Les modalités de transmission au RPA dans le respect des stipulations définies au CCP ;
 - La durée de validité de l'offre ;
 - Les conditions d'attribution du marché subséquent et la méthode de notation ;
- L'acte d'engagement stipulant :
 - La durée du marché subséquent ;
 - Les dates de début et de fin de fourniture et la période pendant laquelle a lieu cette fourniture pour chacun des points de livraison concernés par le marché subséquent ;
 - La forme du prix ;
 - Les prix sur lesquels s'engage l'opérateur économique.

En cas de modification de la liste des points de livraison en cours de consultation, les modifications sont transmises par l'intermédiaire de la plate-forme des achats de l'État aux titulaires de l'accord-cadre. En cas de modification impactant sérieusement le délai de réponse, un report d'au moins (7) jours calendaires de la date limite de réception de l'offre pourra être prononcé par le RPA.

17 VARIANTES ET OPTIONS

Les variantes et les options ne sont pas autorisées.

18 MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES

Le titulaire adresse son offre au RPA par voie électronique sur la plate-forme des achats de l'État à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'offre électronique se compose de l'acte d'engagement et de ses annexes dûment renseignées par une personne habilitée à engager la société.

Un délai d'au moins sept (7) jours calendaires sera laissé au titulaire pour remettre leur offre.
La durée de validité des offres sera précisée dans la lettre de consultation de chaque marché subséquent. Cette durée sera au maximum de 4 heures.

19 JUGEMENT DES OFFRES ET CHOIX DU TITULAIRE

L'attribution du marché est réalisée dans les conditions précisées dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent et sur la base des éléments suivants :

- Pour l'ensemble des lots :

Analyse du critère	Pondération	Analysé eu égard
Prix	90%	Aux éléments de prix figurant au marché subséquent (au bordereau de prix ou dans l'acte d'engagement du marché subséquent)
Valeur technique	10%	À la note technique obtenue par le titulaire au stade de l'accord-cadre sur la base des éléments transmis dans le CRT et dans le mémoire technique du titulaire

Le RPA peut déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent sans suite sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les titulaires de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Du fait du délai d'attribution des offres en quatre heures, le RPA n'autorise pas les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières.

A l'issue de l'analyse de l'offre, les titulaires de l'accord-cadre sont informés *via* la plate-forme des achats de l'État, par le RPA, de l'acceptation ou du rejet de leurs offres.

TITRE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

20 DOCUMENTS CONTRACTUELS RÉGISSANT LES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les documents contractuels régissant le marché subséquent sont, dans l'ordre décroissant de priorité :

- Le présent accord-cadre et ses annexes ;
- Le cadre de réponse technique (CRT) et le mémoire technique du titulaire de l'accord-cadre ;
- Tout éventuel complément au CCP définissant des clauses nécessaires à l'exécution qui n'auraient pas été définies au CCP de l'accord-cadre ou précisant et complétant certaines clauses définies au CCP ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau des prix unitaires ;
- Toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et disponible sur le site : www.legifrance.fr ;

21 CARACTÉRISTIQUES DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

21.1 Objet des marchés subséquents

L'objet des marchés subséquents porte sur la fourniture et l'acheminement de gaz naturel et services associés au profit :

- Lot 1 : des points de livraison directement raccordés aux réseaux de transport ;
- Lot 2 : des points de livraison avec un tarif de distribution de type T4 ;
- Lot 3 : des points de livraison avec un tarif de distribution de type T3 ;
- Lot 4 (à compter de l'année de livraison 2028) : des points de livraison avec un tarif de distribution de type T1/T2 ;
- Lot 5 : des points de livraison situés en zone d'entreprise locale de distribution (ELD).

21.2 Durée des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents, passés sur la base du présent accord-cadre, est précisée à l'acte d'engagement des marchés subséquents. La durée prévisionnelle de ces marchés subséquents, pour les lots 1, 2, 3 et 5, est de 2 ans.

Le lot 4 relatif à la fourniture de gaz pour les points de livraison avec un tarif de distribution de type T1/T2 prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2028 jusqu'au 31 décembre 2030 afin de permettre l'insertion des points de livraison avec un tarif de distribution de type T1/T2. Aucun marché subséquent ne sera passé pour ce lot pour l'année de livraison 2027. Ce lot fera l'objet d'un marché subséquent unique couvrant une durée de 3 années.

Les marchés subséquents notifiés pendant la période de validité de l'accord-cadre sont exécutés jusqu'à leur terme. L'exécution d'un marché subséquent peut se poursuivre au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre sans que cette durée méconnaisse l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

La durée prévue s'entend périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation n'est effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des cotraitants).

22.1 Mission de fourniture de gaz naturel et d'expédition

Les titulaires du présent accord-cadre s'engagent à assurer la fourniture complète en gaz et sans interruption tout au long de la durée de chaque marché subséquent auquel ils sont retenus, via les réseaux de transport et de distribution.

Les titulaires prennent en charge les risques financiers liés aux ajustements effectués par les gestionnaires de réseaux pour compenser les excédents ou les déficits dus aux aléas de consommation de ces sites.

L'ensemble des prestations est conforme à la réglementation en vigueur et notamment à l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie et du décret n° 2015-1823 du 30 décembre 2015 relatif à la codification de la partie réglementaire du code de l'énergie. Toute évolution de la réglementation et/ou du code de l'énergie est prise en compte par le titulaire tout au long de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Pendant la durée des marchés subséquents, les titulaires s'engagent à ne pas sortir du périmètre d'équilibre les différents sites et assurent qu'ils ne résilieront pas l'accord signé avec le gestionnaire du réseau.

22.2 Dispositions relatives à l'acheminement

Les points de livraison font l'objet d'un « contrat unique » de fourniture d'énergie et d'acheminement compris, conformément aux articles L. 121-92 et L. 331-1 à 332-4 du code de l'énergie. Le titulaire devra disposer d'un contrat d'acheminement avec les gestionnaires de réseaux de transport (GRT) et/ou les gestionnaires de réseaux de distribution (GRD) couvrant chaque point de livraison, au plus tard pour le début de fourniture indiqué au marché subséquent.

L'acheteur donne mandat au titulaire pour la délégation de la facturation de l'acheminement (transport et distribution) auprès des gestionnaires de réseaux. Cette prestation comprend :

- La vérification des factures d'acheminement ;
- Les éventuelles interventions pour rectification auprès des gestionnaires de réseaux ;
- Le paiement des factures d'acheminement par le titulaire ;
- La facturation conjointe de l'acheminement et de l'énergie.

Sont incluses au titre du contrat unique les prestations relevant expressément des compétences des gestionnaires de réseaux :

- Le transport, la distribution de gaz et la qualité associée ;
- La location, l'entretien et la maintenance des appareils de mesure, pour les points de livraison sous conditions standard de livraison (CSL) ;
- L'ensemble des prestations réalisées en monopole indiquées aux catalogues des prestations des gestionnaires de réseaux.

La prise en charge de ces prestations se fait au strict montant du catalogue des GRT ou des GRD. Il n'est appliqué aucune marge financière.

Sur demande de la personne publique, le titulaire transmet le catalogue et les tarifs des prestations supplémentaires du GRT ou du GRD.

Dans le cas où le point de livraison nécessite la contractualisation d'un contrat de livraison direct (CLD), l'administration le conclut directement avec le GRD ou le GRT.

22.3 Services associés

22.3.1. Relation clientèle

Le titulaire désigne, sous sept (7) jours après la notification du marché subséquent, un correspondant ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne publique, ainsi qu'un suppléant pour palier au défaut du correspondant. Cet interlocuteur est mentionné nominativement (adresse, numéro de téléphone direct et adresse mail non générique). Il est le point d'entrée du RPA pour toutes questions ou demandes concernant l'exécution des marchés.

En cas de retard dans la désignation d'un correspondant, les pénalités prévues au CCP sont appliquées.

En cas de remplacement du représentant du titulaire, pendant la durée de validité du marché, le RPA devra en être avisé dans un délai de sept (7) jours.

22.3.2. Service d'accès à internet

Le titulaire met à disposition de la personne publique, au plus tard un mois après la date de début de fourniture du marché subséquent, un service d'accès internet dédié et sécurisé. Ce service permet de procéder aux suivis des consommations, des factures de fournitures et d'acheminement de gaz et ses caractéristiques essentielles, avec la possibilité de télécharger ces données au format tableur pour les données, et PDF pour la facture. Ce service permet de disposer d'une vision de la consommation dans sa globalité, par marché subséquent et par point de livraison.

En cas de retard dans la mise en place de ce service d'accès ou en cas d'interruption de service au-delà de trois jours consécutifs, le titulaire s'engage à fournir une extraction de ces données sur demande du RPA.

En cas d'impossibilité, les pénalités prévues au présent CCP peuvent être appliquées.

22.3.3. Modalités des réunions

À sa demande, le RPA dispose d'une réunion de lancement avant le début de fourniture et d'un bilan de fin de marché subséquent avec l'interlocuteur dédié où sont abordés notamment les points suivants :

- Rappel des points clés du marché, notamment ceux figurant au mémoire technique du titulaire ;
- Rappel des échéances liées à la fourniture de gaz (rattachement des points de livraison au nouveau fournisseur) ;
- État des points de livraison présentant des anomalies (absence de consommation, problèmes récurrents de relève, dépassements récurrents de la CJA, opportunités d'optimisation tarifaire des points de livraison le justifiant, etc.) ;
- Bilan de la facturation et des paiements ;
- Observations et propositions diverses afin d'améliorer le service.

La réunion est organisée dans les locaux du RPA. Un délai de quinze jours doit être respecté de la part du RPA pour convenir d'une date avec l'interlocuteur dédié.

Des réunions supplémentaires peuvent être proposées à la demande du RPA ou du titulaire du marché afin d'aborder les sujets nécessaires à la bonne exécution du marché subséquent. Ces réunions ne donnent pas lieu à une facturation supplémentaire.

Selon les besoins, cette réunion se fait sous forme de conférence téléphonique ou vidéoconférence (plusieurs interlocuteurs dispersés géographiquement ou indisponibilité) dans la mesure où la nature des échanges n'impose pas la présence de tous les interlocuteurs, ou dans les bureaux de l'un ou de l'autre des parties.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu écrit est adressé par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur.

Des réunions de pilotage annuelles ou à la demande pourront également être prévues par le pouvoir adjudicateur si l'actualité le nécessite.

Chaque réunion sera l'occasion d'aborder les points techniques, économiques et administratifs du marché subséquent qui permettrait d'améliorer son exécution.

22.3.4. Accompagnement relatif aux prises de position

Le titulaire du marché subséquent accompagne le RPA dans la mise en œuvre du processus de prises de positions. Il met en œuvre des outils d'aide à la décision qui sont précisés dans son mémoire technique.

22.3.5. Informations mensuelles

Le titulaire du marché subséquent met à la disposition l'acheteur, mensuellement et via l'espace client, au plus tard huit (8) jours ouvrés après la date d'émission de la facture, l'ensemble des informations relatives aux données de facturation, sous format Excel ou équivalent.

Ces informations sont présentées globalement sur un unique fichier Excel pour l'ensemble des PDL.

Au minimum les éléments suivants doivent y figurer :

- En en-tête de colonne : le libellé des champs de données :
 - Le numéro du point de comptage et d'estimation (PCE) ;
 - Le numéro de référence de la facture ;
 - La date de facturation ;
 - Les dates de début et de fin de consommation ;
 - Les index de début et fin de relève ;
 - La fréquence de relève ;
 - Les volumes de gaz consommés (en m³) ;
 - La capacité journalière d'acheminement souscrite ;
 - Le coefficient de conversion (m³/kWh)¹ ;
 - L'énergie totale consommée (en MWh ou kWh) ;
 - Le coût de la fourniture en euros HTT ;
 - Le coût de l'acheminement en euros HTT ;
 - Le coût des taxes et des contributions en euros HTT ;
 - Le total des dépenses en euros TTC.
- Ligne par ligne : les données concernant chaque point de livraison.

Cet export mensuel doit faire apparaître uniquement l'état des consommations n'ayant pas déjà fait l'objet d'une transmission.

A la demande du RPA, l'export mensuel peut être transmis par voie électronique.

Il n'est pas demandé au titre du présent marché subséquent un outil de télé-relève et de suivi des consommations.

En cas de retard ou de non transmission des informations mensuelles, les pénalités prévues au présent CCP sont appliquées.

22.3.6. Informations annuelles

Le titulaire du marché subséquent met à la disposition du RPA par envoi électronique, au plus tard deux (2) mois après la fin d'année calendaire, un bilan annuel indiquant pour chaque point de livraison :

- L'énergie totale consommée en MWh ou en kWh ;
- Le coût de la fourniture en euros HTT
- Le coût de l'acheminement, en euros HTT ;
- Le coût des taxes et des contributions en euros HTT ;

¹ Le coefficient de conversion peut être détaillé en fonction de ses deux composantes : la correction Pression Température Altitude (PTA, en Nm³/m³) et le Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS, en kWh/Nm³).

Ce bilan prend la forme d'un feuillet de gestion par point de livraison au format « .pdf » et d'un fichier récapitulatif de l'ensemble des points de livraison au format « .xlsx » ou équivalent.

22.3.7. Pénalités et optimisation de la capacité journalière d'acheminement (CJA) souscrite

Concernant les points de livraison qui relèvent d'une option tarifaire à souscription (T4 et points de livraison directement raccordés aux réseaux de transport), en cas de dépassement de la capacité journalière d'acheminement (CJA) souscrite, le titulaire du marché subséquent répercute sans marge financière à l'acheteur les pénalités prévues par les tarifs en vigueur d'utilisation des réseaux publics de distribution et de transport de gaz naturel.

Le titulaire du marché est tenu d'informer par mail le correspondant de la personne publique, dans un délai de deux (2) jours ouvrés, du dépassement de la capacité journalière d'acheminement souscrite.

Selon une méthodologie exposée dans le cadre de réponse technique (CRT), en cas de dépassement significatif ou sur demande de l'acheteur, le titulaire établit une proposition d'optimisation de la CJA et/ou de souscription de complément de capacité mensuelle ou journalière, en exposant les conséquences financières (données sans ou avec optimisation) et techniques (délais et contraintes du GRT ou GRD).

La mise en œuvre de cette proposition ne peut se faire sans le consentement l'acheteur.

22.4 Responsabilités

La responsabilité des titulaires ne saurait être engagée dans les cas suivants :

- Pour les prestations exercées par des tiers en aval des points de livraison ;
- Pour toutes manœuvres exécutées par l'utilisateur sur le réseau et qui ne seraient pas conformes à une utilisation normale de ce dernier.

Il n'est pas demandé au titre du présent marché un outil de télérelève et de suivi des consommations. La personne publique n'autorise pas le titulaire à « télélever » directement les informations fournies par les appareils de comptage de chaque site.

Plus généralement, aucun bien appartenant à l'administration ne sera mis à disposition du titulaire pour l'exécution des prestations.

22.5 Évolution de la réglementation

L'ensemble des prestations sera conforme à la réglementation en vigueur et notamment au code de l'énergie. Toute évolution sera prise en compte par le titulaire tout au long de l'accord-cadre.

22.6 Protection de la donnée

22.6.1. Politique de sécurité des données

L'acheteur peut demander au titulaire de lui transmettre des éléments de cadre général et non confidentiel, de sa politique de sécurité concernant la protection de ses données de consommation.

22.6.2. Correspondant sécurité

Le titulaire désigne, sous sept (7) jours après la notification du marché subséquent, un correspondant sécurité ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne publique pour les questions relatives à la sécurité des données du client et des données de consommation. Cet interlocuteur est mentionné nominativement (adresse, numéro de téléphone direct et adresse mail non générique).

En cas de retard dans la désignation d'un correspondant, les pénalités prévues au CCP sont appliquées.

En cas de remplacement du représentant du titulaire, pendant la durée de validité du marché, l'acheteur devra en être avisé dans un délai de sept (7) jours.

22.6.3. Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du RPA, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le RPA peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

23 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Le titulaire du marché subséquent exécute l'ensemble de ses prestations conformément aux stipulations du présent cahier des clauses particulières et des autres pièces constituant l'ensemble des documents contractuels du présent accord-cadre et des marchés subséquents.

23.1 Obligations générales des parties

23.1.1. Correspondants de la personne publique

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur habilite des responsables de suivi d'exécution technique, telle que définie aux chapitres 3 à 5 du CCAG/FCS (relatifs aux délais, à l'exécution et à la constatation de l'exécution des prestations).

Les coordonnées de ces responsables sont précisées dans chaque marché subséquent.

23.1.2. Capacité d'information

Les titulaires des marchés subséquents informent par mail et sans délai le correspondant de la personne publique des principaux événements singuliers pouvant affecter de manière significative la consommation moyenne habituellement constatée :

- Dérive des débits journaliers ;
- Coupure d'alimentation ;
- Dépassement de la CJA ;
- Événements pouvant porter atteinte à l'alimentation en gaz d'un point de livraison.

23.1.3. Modalité des notifications et informations

Les différentes modalités de notifications et informations au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant désigné et qui font courir un délai sont détaillées à l'article 3.1 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article 3.8 du CCAG/FCS, la notification d'une décision ou communication est faite par ordre de service. Les ordres de service administratifs sont écrits, datés et signés par les personnes désignées à l'acte d'engagement des marchés subséquents, datés et notifiés par échanges dématérialisés effectués via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

En ce qui concerne les échanges dématérialisés, la date de notification d'un ordre de service ou la date de réception de la décision ou de l'information transmise au titulaire par message à son adresse électronique correspond à la date d'ouverture du message attestée par un accusé de réception dématérialisé. En l'absence de l'accusé de réception dématérialisé, la date de notification d'un ordre de service ou la date de réception de la décision ou de l'information sera celle du message électronique du titulaire attestant sa réception dématérialisée.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours, décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées dans le cadre du marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

23.1.4. Modifications en cours d'exécution

Durant la période de validité du marché subséquent, le titulaire est tenu de communiquer au RPA tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

Ces modifications ne doivent pas compromettre la bonne exécution du marché subséquent.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, le RPA ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le RPA n'aurait pas été informé.

23.2 Modalités techniques d'exécution

La notification des marchés subséquents n'emporte pas début de fourniture. En cas de marché simple, elle engage le titulaire à exécuter l'ensemble des démarches préalables et nécessaires à la fourniture de gaz aux points de livraison. En cas de marché subséquent à bons de commande, c'est la notification du bon de commande qui engage le titulaire à exécuter l'ensemble des démarches préalables et nécessaires à la fourniture de gaz aux points de livraison.

Afin de respecter la date de début de période de fourniture de gaz, les titulaires procèdent aux démarches suivantes :

- Opérations de bascule des points de livraison ;
- Paramétrage du système d'information propre à la facturation selon le regroupement des points de livraison indiqué dans les documents de la consultation de chaque marché subséquent ;
- Modalités de facturation et de règlement, etc.

Un bilan des actions entreprises est présenté au RPA lors de la réunion de lancement mentionnée à l'article 22.3.3 du CCP.

23.2.1. Opérations techniques de bascule

Lorsqu'il apparaît qu'un point de livraison nécessite une intervention du GRT ou du GRD préalable au changement de fournisseur, le titulaire en informe le RPA et se rapproche du GRT ou du GRD pour conduire ces opérations.

23.2.2. Évolution du périmètre du marché subséquent

À la demande du RPA, un point de livraison peut être rattaché ou détaché en cours d'exécution du marché subséquent.

Le rattachement ou le détachement d'un point de livraison peut intervenir pour des raisons liées à la modification ou aux conditions d'exploitation du patrimoine du ministère des armées.

Conformément au code de la commande publique, une procédure de rattachement ou détachement d'un point de livraison pourra atteindre dix pourcents (10%) du volume additionnel du périmètre des sites objet du marché subséquent sans qu'il soit nécessaire de vérifier si cette modification est substantielle.

Au-delà de 10% du volume additionnel de rattachement ou de détachement, le RPA procédera à la rédaction d'un avenant permettant la fixation de prix nouveaux.

Cette procédure ne doit pas entraîner une modification substantielle du marché au sens de l'article L2194-1 du code précité.

Elle est réalisée sans indemnité d'opération.

23.2.3. Dispositions relatives à la prise en charge d'un point de livraison

Le titulaire du marché subséquent a l'obligation de conseiller le pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, le site bénéficiaire, en particulier sur les installations de comptage à prévoir et les délais nécessaires pour opérer ce rattachement à la date souhaitée. Le titulaire du marché subséquent informe le pouvoir adjudicateur de toutes les actions entreprises dans le cadre de la prise en charge du point de livraison.

Après notification par le RPA d'un ordre de service, le titulaire dispose alors *a minima* de sept (7) jours ouvrés, à compter de la réception d'une demande complète et compatible avec les règles et délais pour opérer le rattachement du point de livraison auprès du GRT ou du GRD. À défaut, le titulaire peut retarder le rattachement du point de livraison dont la date souhaitée n'est pas compatible avec les règles et délais du GRT ou du GRD sous réserve d'en informer préalablement le RPA.

Les renseignements fournis pour cette demande de rattachement reprennent les éléments d'identification suivants :

- Le libellé du point de livraison ;
- La référence PCE (point de comptage et d'estimation) ;
- L'adresse, le code postal et la ville du point de livraison ;
- La date de début de fourniture souhaitée ;
- Le motif de la demande ;
- La prévision de consommation ;
- La capacité journalière souscrite (le cas échéant) ;
- Le numéro du contact de livraison direct (CLD), s'il est connu ;
- L'adresse de facturation ;
- Le numéro de service exécutant ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- Le code de regroupement de factures ;
- Le nom du comptable assignataire ;
- Les coordonnées de l'interlocuteur sur site (au sens de l'article 23.1.1 ci-dessus) ;
- Les demandes spécifiques (exemple : pose du compteur).

Le titulaire facture sans supplément de prix le coût des prestations, référencées au catalogue du GRD, éventuellement associées à ce rattachement.

Un point de livraison ajouté fait l'objet d'une facturation, selon les prix indiqués par le titulaire dans la pièce financière, au même prix de fourniture que les points de livraison du marché subséquent auquel il est rattaché.

23.2.4. Dispositions relatives au détachement d'un point de livraison

La demande complète de détachement doit être notifiée par ordre de service au titulaire du marché subséquent, *a minima* sept (7) jours ouvrés avant la date de sortie souhaitée afin que ce dernier puisse procéder aux opérations de détachement auprès du GRT ou du GRD. Le titulaire ne peut opérer un détachement d'un point de livraison sans la demande expresse du RPA matérialisée par ordre de service.

Les renseignements fournis pour la demande de détachement reprennent les éléments suivants :

- Le libellé du point de livraison ;
- La référence PCE (point de comptage et d'estimation) ;
- L'adresse, le code postal et la ville du point de livraison ;
- La date de fin de fourniture ;
- Le motif du retrait ;
- Les coordonnées de l'interlocuteur sur site (au sens de l'article 23.1.1 ci-dessus) ;
- Les demandes spécifiques (exemple : dépose du compteur).

23.2.5. Opérations de vérification et d'admission

Les responsables du suivi d'exécution technique mentionnés à l'article 23.1.1 du CCP sont chargés des opérations de vérification et d'admission. Par dérogation aux articles 22 à 27 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas invité aux opérations de vérifications.

24 PRIX DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Les prix de fourniture et de prestations associées des marchés subséquents sont des prix unitaires en euros hors toutes taxes (HTT) par MWh, y compris les centimes à deux (2) décimales. Ils sont valables pour la durée du marché subséquent. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Le titulaire devra indiquer les prix dans la pièce financière (Bordereau des Prix Unitaires) pour l'année de livraison 2027 et pour les années 2028 et suivantes en tenant compte de l'ajout du lot 4 relatif aux points de livraison avec un tarif de distribution de type T1/T2.

24.1 Règles des arrondis

Pour le traitement de prix unitaires en centimes d'euros du kWh, les calculs intermédiaires sont effectués avec au minimum trois décimales, soit deux décimales après la virgule en euros du MWh.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- Si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les résultats finaux HTT et TTC sont arrondis par excès ou par défaut à la deuxième décimale en MWh.

24.2 Composition du prix

Le prix de règlement est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

Le prix de règlement comprend le prix de la fourniture d'énergie électrique composé des éléments suivants :

- Les coûts de la molécule de gaz naturel nécessaire au fonctionnement du point de livraison ;
- La part des coûts de stockage supportée par le fournisseur, y compris le cas échéant la mise en œuvre du « filet de sécurité » tel que prévu par l'article L. 421-6 du code de l'énergie ;

- Les coûts du biométhane (si ce choix est fait par l'acheteur lors de la consultation du marché subséquent) ;
- Les coûts induits par les transactions d'achat et de vente que le titulaire a à opérer sur les marchés de l'énergie dans le cadre du contrat de fourniture ;
- Les coûts de transport et de distribution sur les réseaux gaziers étrangers ;
- Les taxes ou impôts, les charges ou contributions de toute nature, actuelles ou futures, applicables à l'achat, la vente, au transport de gaz naturel à l'étranger ;
- Les charges ou redevances supportées par le titulaire durant la durée du marché subséquent, en particulier en tant qu'expéditeur ;
- Les coûts supportés par le fournisseur au titre de l'obligation d'économie d'énergie (CEE et CEE précarité) prévue aux articles L. 221-1 à L. 222-9 et R. 221-1 à R. 222-12 du code de l'énergie, la répercussion de ces coûts étant établie sans modification du prix de la fourniture sur toute la durée du marché subséquent ;
- Les prestations des services associés, frais de déplacement ;
- La marge du titulaire et tous les frais associés à l'exécution du marché subséquent.

Le marché subséquent incluant la refacturation de l'acheminement, le prix de règlement comprend par ailleurs les éléments suivants :

- Un montant fixe de transport fixé par la CRE, y compris le terme de stockage propre à chaque point de livraison en €HTT ;
- Un montant fixe de distribution fixé par la CRE, propre à chaque point de livraison en €HTT ;
- Le montant variable de distribution, fixé par la CRE et applicable à la quantité de gaz livrée en €HTT/MWh ;
- Le prix de la maintenance, l'exploitation ou la location du poste de livraison en conditions standard de livraison ;
- Les prestations facturées par le GRT ou le GRD au titre du catalogue des prestations.

Le prix de règlement comprend enfin les éléments suivants :

- Les taxes et contributions afférentes à la fourniture de gaz naturel en vigueur sur le territoire français ;
- La taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

24.3 Détermination du prix de la fourniture

Le prix de fourniture de gaz au sens de l'article 24.2 est déterminé par des prises de position successives auxquelles s'ajoute un coefficient fixé par le titulaire dans l'acte d'engagement du marché subséquent et le coût de la composante CEE.

Les modalités de fixation du prix de la fourniture sont détaillées dans le marché subséquent. Il sera ferme et non révisable pour la durée du marché subséquent.

24.4 Calcul de la composante CEE

Les modalités de calcul de la composante CEE sont définies à l'acte d'engagement des marchés subséquents. Les prix sont fermes et non révisables pour la durée des marchés subséquents, sauf modification en cours d'exécution contractuelle des marchés subséquents, du calendrier et/ou des modalités de l'actuelle ou des futures « périodes » encadrant le niveau des obligations pour les CEE classique et précarité, par la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC). Une réunion de mise au point avec les titulaires de l'accord-cadre pourra être organisée le cas échéant.

24.5 Evolutions des tarifs d'acheminement

Les modifications liées aux évolutions des tarifs d'accès et d'utilisation des réseaux de transport (ATRT) et d'accès des tiers aux réseaux de distribution (ATRD) font l'objet d'une communication à l'acheteur et sont répercutées par le titulaire du marché subséquent sans supplément de prix.

Pour permettre la mise en paiement, ces modifications doivent être validées par un ordre de service de l'acheteur. Sur demande, une décomposition de ces tarifs sera transmise à l'acheteur.

24.6 Dispositions relatives au stockage

L'article L. 421-6 du code de l'énergie introduit dans le cadre de la réglementation sur le stockage, la possibilité pour le ministre chargé de l'énergie d'imposer en dernier recours, dans certaines conditions, à un ou plusieurs fournisseurs, de constituer un stock supplémentaire suite à un manquement à ses obligations, assorti le cas échéant de sanctions pécuniaires. Dans le cas où ce dispositif serait actionné et le titulaire du marché subséquent impacté, cette situation ne saurait constituer pour le fournisseur un motif légitime visant à faire supporter à l'acheteur la contrainte financière qui en résulterait. En conséquence, il est explicitement précisé que l'éventualité de la mise en œuvre de ce dispositif communément désigné sous le terme de « filet de sécurité » doit être anticipée. Les coûts induits par la mise en œuvre éventuelle de ce dispositif sont réputés être inclus dans le prix de fourniture conformément aux stipulations de l'article 24.2 du CCP. Les demandes de réévaluation ne sont pas recevables.

25 CONDITIONS DE PAIEMENT

Les paiements dus au titulaire au titre du marché subséquent s'effectuent selon les modalités définies au présent article.

25.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché subséquent, une avance lui sera versée selon les modalités indiquées aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et R.2191-16 à R.2191-19 du code de la commande publique.

25.2 Modalités de facturation

Le titulaire établit une facture mensuelle sur la base des éléments mentionnés à l'article 24 du CCP et de la consommation effective arrêtée à la fin du mois transmise par le GRD.

En cas de divergence constatée entre les consommations effectives arrêtées par le titulaire en fin de mois et celles relevées par la personne publique, la différence est reportée sur la facture suivante.

Le titulaire du marché subséquent est tenu de dissocier sur ses factures la fourniture de gaz (en euros HTT), l'acheminement qui est reversé sans frais ni marge au GRT ou au GRD selon les barèmes en vigueur des tarifs ATRT ou ATRD (en euros HTT), les taxes et contributions (en euros HTVA) et la TVA si celle-ci est applicable.

La facturation d'un point de livraison est prise en compte à compter du début de fourniture indiqué au marché subséquent.

Les points de livraison dont les consommations sont relevées quotidiennement ou mensuellement ne peuvent pas se voir appliquer de consommations prévisionnelles dans les factures.

En cas de modification des prix par avenant ou par ordre de service validé du titulaire et du RPA, le titulaire doit attendre la notification de l'acte contractuel avant de transmettre une facture contenant les prix modifiés contractuellement.

25.3 Contenu de la facture

Conformément à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, et sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, la facture comporte au minimum les mentions suivantes :

- Le numéro de l'acte d'engagement du marché subséquent ;
- Le code service exécutant ;

- Le numéro d'engagement juridique ;
- Le code du regroupement de factures, le cas échéant ;
- Le nom, l'adresse et le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) du titulaire, ou toute indication équivalente pour les sociétés situées hors de France et pour les opérateurs qui ne sont pas inscrits au RCS ;
- Le nom, l'adresse électronique, le numéro d'appel non surtaxé et les horaires d'accès au service clientèle du fournisseur ;
- Le numéro d'appel non surtaxé du centre de dépannage du gestionnaire de réseau de distribution et/ou de transport lorsque le fournisseur a conclu avec le consommateur un contrat unique portant sur la fourniture et la distribution ;
- La raison sociale du titulaire ;
- Le numéro, le libellé et l'adresse du PCE (point de comptage et d'estimation) ;
- Les dates de début et de fin de fourniture de l'énergie, par point de livraison ;
- Les index de début et de fin de relève par point de livraison ;
- Les quantités consommées en m³, par point de livraison ;
- Le coefficient de conversion (m³/kWh)² ;
- Les quantités consommées en kWh ou MWh, par point de livraison ;
- La consommation annuelle de référence du GRD (CAR) ;
- La capacité journalière d'acheminement (CJA) souscrite, par point de livraison ;
- L'option tarifaire, par point de livraison ;
- Les montants HTT :
 - De la quantité de gaz naturel consommée sur la période en €HTT ;
 - De la quantité de biométhane consommée sur la période, le cas échéant ;
 - Des différentes taxes appliquées, énumérées avec mention de leur taux respectif ;
 - De l'ensemble des termes et des éléments permettant la vérification du tarif d'acheminement (part fixe ATRT, part fixe ATRD, part variable ATRD, dépassement de la CJA, etc.) détaillés séparément ;
- Le montant TTC ;
- La domiciliation bancaire du titulaire.

Pour la vérification du tarif d'acheminement (ATRD/ATRT), à défaut de mentionner sur la facture tous les éléments mentionnés ci-dessus, le titulaire pourra transmettre, avant la mise en facturation, un tableau récapitulatif de ces différents éléments, par point de livraison.

25.4 Facture unique et regroupement de points de livraison

Les regroupements des points de livraison sont, le cas échéant, précisés en annexe à l'acte d'engagement du marché subséquent.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur a défini des regroupements de points de livraison, le titulaire du marché subséquent émet les factures selon les regroupements définis dans l'annexe à l'acte d'engagement de chaque marché subséquent. La facture unique correspondant à ces regroupements comprend alors deux éléments :

- La facture groupée, qui est une pièce comptable et non un simple bordereau de regroupement, permettant le règlement en une seule fois des montants afférents à un regroupement de points de livraison. La facture groupée comprend la somme des quantités et des montants à payer (dont la TVA) et le code de regroupement défini par le pouvoir adjudicateur ;
- Une annexe qui détaille les données de facturation de chaque point de livraison du regroupement, telles que définies ci-dessus.

L'émission de ces factures multi-sites se fait à compter du début de la fourniture de chaque marché subséquent et dans un délai de deux mois maximum. Les factures non conformes sont rejetées par le service ordonnateur, sans que le titulaire du marché subséquent ne puisse prétendre à des indemnités. Dans le cas où le RPA ne fournit aucun critère de regroupement, le titulaire du marché subséquent établit une facture par point de livraison.

² Le coefficient de conversion peut être détaillé en fonction de ses deux composantes : la correction Pression Température Altitude (PTA, en Nm³/m³) et le Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS, en kWh/Nm³).

25.5 Modalités de transmission de la facture

Conformément aux articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme électronique.

En application de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue au moyen la solution mutualisée dénommée « Chorus Pro » en mode « flux », « portail » (<https://chorus-pro.gouv.fr>) ou « service ».

Les données nécessaires à la dématérialisation (codes service exécutant, engagement juridique et numéro SIRET) sont mentionnées à l'acte d'engagement du marché subséquent.

25.6 Mode de règlement

Conformément à l'arrêté du 24 décembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques, l'État se libère des sommes dues par virement bancaire. La référence du compte bancaire vers lequel les paiements doivent être effectués est précisée dans l'acte d'engagement.

Les ordonnateurs et les comptables assignataires sont mentionnés à l'acte d'engagement de chaque marché subséquent.

L'ordonnateur est habilité à fournir les renseignements relatifs au nantissement et au financement du marché, conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

25.7 Délai de paiement et intérêts moratoires

Les stipulations du présent article sont régies par le décret n° 2013-269 du 25 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique et les articles R.2192-10 à R.2192-15, R.2192-27 à R.2192-30 et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le délai de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de dépôt de la facture sur le logiciel Chorus Pro, ce délai est porté à 50 jours maximum pour les établissements du service de santé des armées.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique verse au titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros par facture. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le point de départ du délai global de paiement est :

- Pour l'avance, la date de notification du marché subséquent ou la date d'émission des bons de commande ;
- Pour les factures établies mensuellement par le titulaire, la date de réception de la facture par la personne publique ;
- Si du fait du titulaire (adresse incomplète ou non conforme, pas de numéro du service exécutant etc.), les demandes de paiement ne sont pas adressées au service ordonnateur de la dépense intéressé, la date de réception prise en compte comme point de départ du délai de paiement est celle de la réception effective de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires et indemnités forfaitaires sont calculés par l'administration automatiquement à compter de la date de réception de la facture par les services exécutants.

L'attention du titulaire du marché subséquent est appelée sur le retard de paiement généré par son fait, et notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou à l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire du marché subséquent :

- Modification de la raison sociale ;
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
- Plus généralement, tout motif de retard imputable au titulaire du marché subséquent : retard dans la production des documents, facturation au titre d'un autre marché, erreur ou omission dans la facturation, erreur d'adressage des factures et autres documents, etc.

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché subséquent suspendent de plein droit le délai de paiement.

Lorsque le dépassement du délai n'est imputable ni à l'administration, ni au titulaire, ni au comptable assignataire du marché subséquent, aucun intérêt moratoire ni indemnité forfaitaire n'est exigible.

25.8 Mise en œuvre du service fait présumé

Le présent marché met en œuvre la procédure de service fait présumé. Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'acheteur.

Cette procédure permet lors de la liquidation de la facture de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'acheteur et le titulaire du marché. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché.

25.9 Procédure de trop perçu en cas de recours à la procédure de service fait présumé

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'acheteur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à l'acheteur.

Lorsque la procédure de remboursement prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, l'acheteur émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

25.10 Réversibilité du recours au service fait présumé

L'acheteur peut suspendre la procédure de service fait présumé pour tout ou partie de la facturation.

26 PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités, dans les conditions prévues dans le tableau ci-dessous. Ces pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable et ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, au cas où les dispositions ci-dessous ne seraient pas respectées, l'administration se réserve le droit d'appliquer la pénalité correspondante :

Détail des dispositions	Article CCP	Montant pénalité
Désignation du correspondant privilégié	22.3.1	100€ par jour de retard
Retard dans la mise en place du service de l'espace client	22.3.2	100€ par jour de retard
Interruption de service de l'espace client	22.3.2	50€ par jour de retard au-delà de 3 jours consécutifs
Non transmission des informations mensuelles de facturation et de consommation	22.3.5	10€ par point de livraison et par jour de retard
Transmission des informations mensuelles de facturation et de consommation non conforme aux dispositions du CCP	22.3.5	300 Euros par fichier mensuel
Absence d'alerte de dépassement de la CJA souscrite	22.3.7	100€ par PRDL et par jour de retard
Retard dans la prise en charge ou le retrait d'un point de livraison	23.2.2 23.2.3 23.2.4	300 Euros par jour de retard et par point de livraison
Erreur de facturation imputable au titulaire	25	200 Euros par facture
Absence de traitement ou traitement avec retard des demandes de la personne publique concernant la facturation ou les marchés subséquent ⁽³⁾	25.4	100 Euros par facture

Le titulaire de l'accord-cadre qui ne remet pas d'offre lors de la consultation du marché subséquent lancée par la RPA encourt une pénalité forfaitaire fixée à 1 000 € (mille euros).

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités mentionnées ci-dessus peuvent être cumulées au cours d'une même période.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS les pénalités de retard inférieures à 300,00 € ne feront pas l'objet d'une exonération. Elles restent, sauf décision du pouvoir adjudicateur, dues par le titulaire.

27 ASSURANCES ET ATTESTATIONS

27.1 Assurances

Le titulaire du marché subséquent doit justifier au moyen d'une attestation, au moment de la consultation, puis à tout moment en cours d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile (cf. art. 1382 à 1384 du code civil) à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, l'attestation doit être remise dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché subséquent au titulaire, et avant tout début d'exécution.

³ Cette pénalité s'applique :

- dans le cas où la demande relève de la compétence des gestionnaires de réseaux, si le titulaire d'un marché subséquent n'est pas en mesure de prouver que la demande leur a été transmise dans un délai de 3 jours ouvrés suivant la demande ;
- dans le cas où la demande relève de la seule responsabilité du titulaire d'un marché subséquent, si la notification de prise en compte de la demande n'a pas été envoyée à la personne publique demanderesse dans un délai de 3 jours ouvrés suivant la demande.

Le titulaire doit être en mesure, à tout moment, de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur.

27.2 Documents à produire en cours d'exécution de l'accord-cadre

Afin de prouver, pendant toute la durée du présent marché, qu'il exerce son activité en toute régularité, le titulaire doit remettre, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution dudit marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail. Ces documents doivent être rédigés en français ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Ces marchés intéressant le ministère des armées, leurs titulaires doivent également remettre au pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois durant l'exécution des marchés, la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail à savoir la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette obligation est limitée aux salariés ayant accès aux données relatives à ce marché. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

27.3 Autorisation de fourniture de gaz aux clients non domestiques assurant des missions d'intérêt général

Le titulaire du marché subséquent doit détenir une autorisation de fourniture de gaz aux clients non domestiques assurant des missions d'intérêt général, prévue à l'article R.121-1 du code de l'énergie.

A défaut de production de la copie de cette autorisation, un opérateur économique ne pourra être autorisée à concourir à la remise en compétition au titre des marchés subséquents.

28 RÉSILIATION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

28.1 Résiliation aux torts du titulaire

Outre les cas prévus aux articles 38 à 42 du CCAG/FCS, le RPA se réserve le droit de mettre fin à l'exécution des fournitures et prestations avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation des marchés subséquents confiés à leur titulaire :

- En cas d'impossibilité, pour ce dernier, d'honorer ses engagements contractuels sur une durée de plus de 3 jours (72 heures) sur tout ou partie de l'ensemble des PDL de son périmètre.
- En cas de faute rendant impossible la poursuite des relations contractuelles ou en cas de faute grave survenue dans l'exécution des prestations après une mise en demeure restée infructueuse.

Après signature, et en cas d'inexactitude des documents et des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique, le marché subséquent pourra être résilié aux torts du titulaire, sans indemnité, conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG/FCS.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, le RPA pourra résilier le marché subséquent sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de 15 jours.

28.2 Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution, ceux-ci pouvant continuer à être régulièrement exécutés. En revanche, il n'est plus possible de passer d'autres marchés subséquents.

29 EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution par le titulaire d'un marché subséquent de tout ou partie d'une prestation, le RPA peut faire procéder par un tiers à son exécution aux frais et risques du titulaire d'un marché subséquent défaillant conformément aux stipulations de l'article 45 du CCAG/FCS.

30 DEFAILLANCE DU TITULAIRE - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution par le titulaire d'un marché subséquent de tout ou partie d'une prestation, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à son exécution aux frais et risques du titulaire d'un marché subséquent défaillant conformément aux stipulations de l'article 45 du CCAG/FCS.

De plus, en cas de retrait ou de suspension de l'autorisation de fourniture au titulaire du marché subséquent, les dispositions de l'article L443-9-3 du code de l'énergie s'appliquent.

Dans les deux cas, l'acheteur procède alors à une remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre, dans les conditions prévues au titre II du présent CCP.

31 CESSIION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il est délivré au titulaire, sur demande écrite au RPA, une copie de l'original du marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créances, conformément à l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

32 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance sur les prestations de service (facturation, reporting, espace client, etc.), les dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à L.2193-22 du code de la commande publique sont appliquées.

La sous-traitance de la totalité de la prestation est interdite.

Le sous-traitant présenté fait l'objet d'une demande d'acte spécial, dont les formalités sont comprises au formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

33 DÉROGATIONS

Il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

Clauses	CCP	CCAG/FCS
Documents contractuels	Art. 3 et 20	Art. 4.1
Résiliation pour motif d'intérêt général	Art 12.1	Art 38 et 42
Opérations de vérification et d'admission	Art. 23.2.5	Art. 22 à 27
Pénalités	Art. 26	Art. 14, 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Cession ou nantissement de créance	Art. 31	Art. 4.2